

ECA - CEA



ECA/ACGD/MR/BURK/2003

RAPPORT DE MISSION

**ATELIER DE FORMATION
SUR LES DROITS HUMAINS DES FEMMES A L'INTENTION
DES MEMBRES DES ANTENNES NATIONALES DU FAWE
(Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Togo)**

27-31 octobre 2003, Ouagadougou, Burkina Faso

Par
Joséphine Ouédraogo
Directeur du Centre africain pour le genre et le développement

1- Objectifs et justification de la mission

Le Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) de la Commission économique pour l'Afrique a lancé un programme d'appui et de renforcement des capacités des gouvernements et des ONGs sur les droits humains des femmes. Ce programme, qui se déroule sur 5 ans (2001-2005), vise à sensibiliser les principaux acteurs politiques et sociaux sur les objectifs de la Décennie des Nations Unies sur l'éducation aux droits humains (1995-2005), en cours, et à contribuer à l'accélération de la mise en œuvre des engagements de leurs engagements à cet égard. Le programme du CAGED, en la matière comprend l'organisation d'ateliers d'information et de motivation pour l'action, et des ateliers de formation.

L'atelier qui s'est tenu à Ouagadougou du 27 au 31 octobre 2001 s'adressait spécifiquement aux membres de la Fédération des Associations des Femmes Educationalistes (FAFE/FAWE) des pays francophones d'Afrique de l'Ouest.

L'atelier avait pour objectif de sensibiliser les membres des antennes nationales de la FAFE, aux questions des droits humains des femmes et les former à l'enseignement de ces droits afin qu'ils prennent en charge cet aspect dans leurs pays respectifs.

La mise en œuvre du programme du CAGED dans ce domaine et l'organisation de l'atelier sont placés sous la responsabilité de la Conseillère régionale chargée des droits des femmes, Mme Souad Ben Abdennebi.

Ma participation avait à la fois un objectif politique et technique. Sur le plan politique, nous avons voulu ainsi apporter un appui au jeune Ministère de la promotion des droits humains du Burkina Faso, en organisant cet atelier conjointement avec ce département. Sur le plan technique, étant donné le nombre limité de personnel francophone au sein du CAGED, mon implication technique est souvent requise dans l'organisation de nos activités dans des pays francophones.

De manière plus spécifique, j'ai été directement impliquée dans le dialogue avec la Ministre chargée de la promotion des droits humains durant la phase préparatoire; j'ai présenté un exposé sur la Dimension genre du Droit au développement et j'ai fait un discours au nom de la CEA à l'ouverture de l'atelier.

Deux objectifs spécifiques étaient assignés à l'atelier :

- (i) Familiariser les participants avec les instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits des femmes et l'approche au développement basée sur les droits,
- (ii) Renforcer les connaissances des participants en matière de droits humains des femmes et l'éducation à ces droits, afin qu'ils soient en mesure de plaider pour l'intégration de l'enseignement de ces droits dans les programmes de leurs propres associations d'une part, et dans ceux des systèmes d'éducation formelle et non formelle, de leurs pays.

2- Résultats de l'atelier:

Le Rapport de synthèse des travaux de l'atelier est joint en annexe.

Le succès de l'atelier a été lié à quatre facteurs importants :

-a- Les participants, au nombre d'une trentaine, ont exprimé un très grand intérêt aux contenus des travaux. Ils ont surtout apprécié l'occasion qui leur était donnée pour une fois, de se retrouver entre membres des antennes nationales de la FAFE pour échanger sur des questions touchant directement à leur mandat. Ils ont pu partager des expériences et s'engager à entretenir des contacts entre les antennes FAFE de la sous-région.

-b- Le Bureau régional du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme a été un partenaire important de la CEA pour l'organisation de l'atelier. A travers ce partenariat, essentiellement technique, le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme a nourri les participants d'une documentation complète et précieuse sur tous les textes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'Homme et aux Droits des femmes. Les participants ont apprécié l'abondance de cette documentation qui est généralement très difficile d'accès par les organisations non gouvernementales travaillant sur le terrain.

-c- Le Ministère de la promotion des droits humains a bénéficié de l'organisation conjointe de cet atelier avec la CEA, en ce sens qu'il a pu se faire davantage connaître du public burkinabé, surtout sur le terrain des droits humains des femmes. L'atelier a facilité l'interaction entre ce département ministériel avec d'autres ministères (Ministère de la promotion de la femme, Ministère des enseignements de base) et d'autres acteurs nationaux.

-d- Une sensibilisation du public burkinabé à travers une émission enregistrée sur l'antenne de la télévision nationale. En collaboration avec le ministère de la promotion des droits de l'Homme, nous avons organisé un débat télévisé sur « les droits humains des femmes ». Ce thème reste encore mal connu du grand public et même des professionnels qui travaillent dans le domaine du droit. Ceci est dû à la confusion qui accompagne l'utilisation tout azimut des concepts tels que « Droits de l'Homme », « Droits fondamentaux », « Droits humains », « Droits légaux », « Droits de la femme ». L'émission devait être diffusée une semaine après notre départ de Ouagadougou.

3- Conclusions

Durant l'atelier, il a encore une fois été confirmé le besoin de renforcer la sensibilisation, voire la formation, des acteurs politiques et techniques, tant des gouvernements que de la société civile, sur les droits humains des femmes.

A l'issue de l'atelier, nous avons pris la décision d'organiser un atelier similaire pour les pays anglophones d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Voir en Annexe:

- 1- Le Discours prononcé à l'Ouverture de l'atelier au nom de la CEA
- 2- Le Programme des travaux de l'atelier
- 3- La liste des participants
- 4- Le texte en power point de l'exposé sur « La dimension genre du Droit au développement ».

**Allocution de Mme Joséphine Ouédraogo
à la séance d'ouverture du séminaire sur
l'éducation aux droits humains des femmes
(Ouagadougou, 27-31/ 10/ 2003)**

Excellence, Madame le Ministre de la promotion des droits humains
Excellences, Messieurs les membres du gouvernement
Monsieur le Représentant du Haut Commissariat aux droits de l'homme
Madame la Représentante de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie
Mesdames et Messieurs les Représentants des Agences du Système des Nations Unies

Madame la Directrice du CIEFFA

Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi, Madame le Ministre, de remercier à travers vous le gouvernement du Burkina Faso pour avoir bien voulu accepter d'accueillir cet atelier sous régional de formation sur les droits humains des femmes.

Au moment où les Nations Unies s'apprentent à faire le bilan de la Décennie de l'éducation aux Droits de l'Homme, la Commission Economique pour l'Afrique a choisi en guise de contribution, d'approfondir la réflexion, le dialogue, et la sensibilisation sur la question des Droits Humains de la femme.

Comme vous le savez, c'est un sujet qui est particulièrement cher aux organisations de la société civile. C'est pourquoi nous avons invité à cet atelier des représentants d'associations engagées dans la défense des droits des femmes à travers des activités variées. A cette étape, nous avons visé les associations des pays francophones de l'Afrique de l'ouest.

Madame le Ministre.

Nous nous félicitons de ce que les chefs d'état et de gouvernement africains aient enfin adopté à Maputo, en juillet dernier, le Protocole additionnel à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, sur les droits des femmes.

L'Afrique qui vient ainsi de se doter d'un instrument personnalisé fixant les principes et les normes auxquels se référeront dorénavant nos législations nationales en matière des droits de la femme.

Toutefois nous devons garder à l'esprit que l'adoption du Protocole additionnel n'est qu'une étape préliminaire. Sa force repose surtout sur le fait que, pour la première fois, les représentants de nos états, tant des pouvoirs publics que de la société civile, se sont concertés des mois durant, sur les évolutions minimales que nous voulons imprimer au statut de la femme africaine.

Il n'est donc pas étonnant qu'à certains égards, le Protocole additionnel constitue un recul par rapport à la Convention sur l'élimination de toutes les discriminations contre les femmes (CERD).

La deuxième étape la plus importante selon nous, et que nous appelons de tout nos vœux, doit être l'appropriation du Protocole additionnel par toutes les femmes africaines, jeunes et adultes, ainsi que par les hommes : si nous voulons influencer positivement le statut de la femme dans nos sociétés.

Mesdames et Messieurs.

Le domaine du droit de la personne humaine embrasse le domaine des relations humaines, et par conséquent, tire une partie de ses fondements de nos traditions et de nos cultures.

Comme vous le savez, la subordination de la fille et de la femme à l'égard de l'homme d'abord, puis à l'égard de la famille et de la communauté ensuite est l'un des traits caractéristiques de nos dynamiques sociales. Le droit moderne en revanche se fonde essentiellement sur la liberté individuelle, la reconnaissance et le respect des besoins de l'autre, quelque soit son sexe.

L'appropriation du droit moderne implique donc un changement des mentalités, qui ne s'obtiendra que par l'information, la sensibilisation, voire l'éducation soutenue des jeunes générations.

C'est là que l'action des associations qui œuvrent pour la défense des droits des femmes trouve tout son sens : et là nous voulons rendre hommage à l'œuvre inlassable déjà menée sur le terrain par nos sœurs ici présentes aujourd'hui.

Madame le Ministre.

Mesdames et Messieurs.

Il est difficile de parler des droits humains sans parler des droits au développement car ils sont interdépendants. L'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable, à l'alimentation, ne constitue-t-il pas les bases matérielles de la dignité de nos peuples ?

Au cours de cet atelier, nous tenterons de mettre en évidence la corrélation entre les droits humains et le droit au développement. C'est un thème sur lequel travaille le Haut commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, et c'est la raison pour laquelle cette institution participe à cet atelier en la personne de M. Patrice Vahard, Représentant de l'équipe du Bureau du Haut Commissariat à Addis Abéba qui a fait le déplacement jusqu'à Ouagadougou.

L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie est aussi un de nos partenaires dans l'organisation de cet atelier : et je saisis cette occasion pour saluer également la présence parmi nous de Madame Fadia Nassif, Responsable du Département Femmes et Développement à l'AIF.

Madame le Ministre.

Avant de vous céder la parole pour ouvrir nos travaux, je voudrais, au nom de Monsieur Amoako, Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique, vous remercier

pour toutes les dispositions que vous avez prises afin de faciliter l'organisation de cet atelier à Ouagadougou.

Mon équipe et moi-même apprécions la chaleur de l'accueil qui nous a été réservé depuis notre arrivé, ainsi que la disponibilité constante de vos collaborateurs.

Je souhaite aux participants un très bon séjour au Burkina Faso.

Merci de votre aimable attention.

Rapport de synthèse de l'atelier de formation sur les droits humains des femmes
à l'intention des membres des antennes nationales du FAWÉ
(Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, et Togo)

1 - Introduction

Un atelier de formation sur les droits humains des femmes s'est tenu à Ouagadougou du 27 au 31 octobre 2003. Il a été organisé par le Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ; en partenariat avec le Ministère de la promotion des droits humains du Burkina Faso, l'Agence intergouvernementale de la Francophonie et le bureau régional du Haut commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme (Afrique australe et Représentation auprès de la CEA / UA).

Ont pris part à cet atelier, près de 30 participants issus des antennes nationales FAWÉ, de l'association CEREBA de la République Démocratique du Congo et les représentants, du Centre international pour l'éducation des femmes et des filles (CIEFFA), des ministères de la promotion des droits humains, promotion de la femme, de l'enseignement de base et de l'alphabétisation et des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique du Burkina.

L'atelier a été organisé en réponse aux recommandations de « la réunion du Groupe d'experts sur l'éducation aux droits des femmes : perspectives sous-régionales et meilleures pratiques de l'Afrique de l'Ouest » organisée par la CEA à Ouagadougou du 18 au 20 décembre 2001. Il vient aussi en réponse à la requête de l'Association malienne pour l'appui à la scolarisation et l'éducation des filles (AMASEF/FAWE).

2- Objectifs de l'atelier

2.1. Objectif général :

Sensibiliser les membres des antennes nationales participant à l'atelier aux questions des droits humains des femmes et les former à l'enseignement de ces droits afin qu'ils prennent en charge cet aspect dans leurs pays respectifs.

2.2. Objectifs spécifiques

- Familiariser les participants avec les instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits des femmes et l'approche du développement basée sur les droits,
- Renforcer les connaissances des participants en matière de droits humains des femmes et l'éducation à ses droits, afin qu'ils soient en mesure de plaider pour l'intégration de l'enseignement de ces droits dans les programmes de leurs propres associations d'une part, et dans ceux des systèmes d'éducation formel et non formel, de leur pays.

3- Déroulement de l'atelier

3.1. La Ministre de la Promotion des droits humains, Mme Monique ILBOUDO a présidé la cérémonie d'ouverture en présence de trois autres membres du gouvernement, de la Représentante de la CEA et Directrice du CAGED, du Représentant du Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'Homme auprès de l'Union africaine et de l'Afrique australe, de la Représentante de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), des Représentants des agences du système des Nations unies, et de la Coordinatrice du Centre international pour l'éducation des femmes et des filles en Afrique (CIEFFA).

Dans son intervention, Mme Fadia Nassif, Représentante de l'AIF a réitéré l'engagement de la Francophonie à appuyer la politique du Burkina Faso et des autres pays membres dans la perspective d'un développement durable et solidaire qui est d'ailleurs le thème du 10^{ème} sommet de la Francophonie attendue à Ouagadougou en novembre 2004.

Mme Joséphine Ouédraogo, Représentante de la CEA, a insisté dans son discours sur la nécessité pour les africaines de s'approprier le Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, relatif aux droits des femmes.

Pour sa part, la Ministre de la promotion des droits humains a affirmé que parler des droits humains des femmes c'est d'abord mettre en avant l'humanité des femmes qu'elles partagent avec les hommes et au nom de laquelle, elles réclament l'égalité des droits.

A l'issue de la cérémonie d'ouverture, les travaux de l'atelier ont commencé selon l'ordre du jour établi.

3.2. Après un tour de table de présentation, les participants ont exprimé leurs attentes du séminaire qu'ils ont articulées autour de trois axes :

i) L'amélioration de leurs connaissances des instruments juridiques relatifs aux droits humains en général et aux droits humains des femmes en particulier,

ii) Le renforcement de leurs capacités pour l'élaboration des stratégies adéquates permettant la prise en compte des droits humains des femmes dans leurs activités,

iii) L'examen et la consolidation de la collaboration entre la CEA et le FAWE.

Les résultats escomptés sont les suivants :

- L'amélioration effective des connaissances en matière des droits humains des femmes,
- Une meilleure compréhension de l'approche du développement basée sur les droits humains,
- La prise de conscience de la nécessité d'introduire l'enseignement des droits des femmes au niveau du système éducatif formel et non formel.

4- Méthodologie

Les travaux se sont déroulés sous forme d'exposés suivis de discussions, de travaux de groupes et de restitutions en plénière. L'animation des sessions a été assurée par l'équipe technique de la CEA avec la collaboration de Mme Assétou Touré, Conseillère technique de

la Ministre des droits humains, Mme Aminata Elizabeth Ouédraogo, Coordinatrice du CIEFFA.

Des rapporteurs ont été désignés pour l'élaboration des synthèses quotidiennes, et une riche documentation a été mise par les différents organisateurs à la disposition des participants.

5- Contenu

5.1. Les thèmes abordés pendant l'atelier sont au nombre de quatre et se présentent comme suit :

- Introduction aux droits de la personne,
- Le développement basé sur les droits humains,
- Les droits humains des femmes,
- Le droit à l'éducation et l'éducation aux droits des femmes.

5.2. Le contenu ci-dessus indiqué a été largement développé et discuté tout au long de l'atelier selon le déroulement suivant :

1^{er} jour

- La Ministre de la promotion des droits humains a fait un exposé **sur le système international de promotion et de protection des droits humains** dans lequel elle a présenté l'historique de l'évolution des instruments internationaux et régionaux. Elle a surtout insisté sur le contenu des textes qui justifient le combat à mener pour la dignité des femmes et le recouvrement de leurs droits humains.
- Dans son exposé, Mr Patrice Vahard du Haut commissariat aux droits de l'Homme a expliqué le contenu de la **Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples**, et ses spécificités.

2^{ème} jour

- Dans sa présentation sur **Le droit au développement**, Monsieur Patrice Vahard s'est référé à la déclaration du Millénaire et à la Déclaration du droit au développement. Il a en outre expliqué la différence entre « le traité » qui engage les états, et « la déclaration » qui a une force morale. Le thème a suscité un débat riche notamment autour de la notion d'égalité entre les hommes et les femmes : doit-elle être perçue comme un point de départ ou plutôt comme une finalité en soi.
- Dans sa présentation, Mme Joséphine Ouédraogo, a parlé de la mission de la Commission Economique pour l'Afrique et expliqué le mandat du Centre Africain pour le Genre et le Développement.
- Dans sa deuxième intervention, Mme Ouédraogo s'est focalisée sur **Le droit au développement et les discriminations de genre**. Elle a passé en revue les principaux droits socio-économiques qui, s'ils sont reconnus et respectés, permettront aux femmes d'atteindre réellement l'objectif d'égalité entre les sexes prônés par les différents textes internationaux et régionaux. Le débat a surtout

souligné l'importance de l'action effective des pouvoirs publics, mais aussi le rôle qu'est appelée à jouer la société civile afin de provoquer l'engagement gouvernementale en faveur de la promotion du statut de la femme dans la société.

- Mme Souad A. Abderrahim, Conseillère régionale pour la promotion des droits des femmes a pris le relais avec un exposé sur **l'évolution des droits humains des femmes en Afrique et dans le monde**. Elle a évoqué particulièrement les expériences de lutte pour l'émancipation des femmes en Afrique du Nord avant de développer le contenu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). La discussion a souligné l'absence de documents exhaustifs sur le combat des pionniers du mouvement africain pour l'émancipation de la femme, et a reconnu la nécessité de procéder à un travail de documentation qui fasse justice au rôle de ces précurseurs africains.

3^{ème} jour

- Mme S A. Abderrahim a poursuivi son exposé de la veille sur les instruments internationaux relatifs aux droits des femmes en expliquant que ce sont les insuffisances de la CEDEF qui ont entraîné l'élaboration du Protocole facultatif à la CEDEF, et du Protocole additionnel à la Charte des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes. Le Protocole facultatif, a-t-elle précisé, vise à renforcer la mise en œuvre de la CEDEF par la création d'un mécanisme de recours au niveau du Comité de surveillance de la Convention. Les participants ont déploré avec la conférencière, la faiblesse de la contribution africaine à l'élaboration de ce document. Concernant le Protocole Africain adopté, Quatre idées-clefs ont été retenues :

i) Le Protocole additionnel africain est le premier instrument sur les droits humains adopté par l'Union Africaine,

ii) Ce Protocole a pris en compte les problèmes auxquels sont confrontées les femmes et a tenté d'y remédier en alliant les valeurs africaines aux normes internationales,

iii) Le Protocole additionnel africain comporte d'importantes innovations telles que l'intégration de la dimension genre, le droit au développement et bien d'autres concepts,

iv) Des faiblesses subsistent néanmoins, notamment la dérogation à certains principes d'égalité : la reconnaissance des mariages polygamiques et les discriminations en matière de transmission de la nationalité.

- Mme Dakouré Haridiata, Présidente de WILDAF Burkina a fait un exposé intitulé « **Réflexion sur la nature et la solution des obstacles entravant la mise en œuvre des droits des femmes.** » Les difficultés rencontrées dans ce domaine a-t-elle précisé, s'expliquent par l'ignorance, le poids des traditions, les enjeux économiques et les difficultés d'accès à la justice. Parmi les solutions susceptibles de redresser la situation, la conférencière a proposé de développer une stratégie prenant appui sur l'information, la sensibilisation, le plaidoyer et l'éducation de

toutes les couches sociales afin que le respect des droits des femmes devienne une vraie garantie pour la démocratie.

- Le thème de la 4^{ème} session, consacré **au droit à l'éducation et éducation aux droits des femmes** a été introduit par Mme Clémentine Ouoba, conseillère en Formation et Recherche, Formatrice en genre à l'IPD /AOS. Elle a relevé avec la participation du groupe, les disparités liées au genre dans l'éducation, les causes majeures (d'ordre socio-culturel, matériel, financier, etc.) et les conséquences de ce déséquilibre sur les femmes et les filles. Elle a enfin souligné l'impact positif de l'éducation des femmes aussi bien au niveau individuel que collectif, en précisant que tous les acteurs étaient concernés.
- La communication sur la **Décennie des Nations Unies pour l'éducation des droits humains** a été faite par M. P. Vahard qui a rappelé que le but de la Décennie est de faire circuler l'information sur les violations des droits humains, renforcer les politiques nationales en la matière et provoquer des changements de comportement.
Relevant les faiblesses enregistrées dans la mise en application du plan d'action de la Décennie, les participants ont recommandé que soit proclamée une Décennie africaine à l'éducation aux droits humains.
- Traitant de manière plus spécifique de l'éducation aux droits humains des femmes, Mme S. A. Abderrahim a précisé que la CEA avait organisé en décembre 2001, une réunion d'experts sur ce thème en vue d'évaluer la situation en Afrique de l'Ouest. Présentant les grandes lignes du document de synthèse de la réunion d'experts, elle a souligné les insuffisances relevées par ces derniers, et les perspectives énoncées dans le document pour y remédier.
- Dans son exposé sur **l'éducation aux droits humains basée sur les valeurs positives africaines**, M. Mohamed Mokhtar Mahamar, Secrétaire exécutif du mouvement des peuples pour l'éducation aux droits humains au Mali, a exposé les démarches conduisant à la naissance de la cité consensuelle. Les valeurs africaines sur lesquelles se fonde ce mouvement, a-t-il expliqué, sont entre autre : la concertation, la solidarité, la mesure, le consensus, le partenariat et la participation.
La discussion qui a suivi la présentation de M. Mahamar a permis aux participants de s'imprégner de cette expérience novatrice en matière d'éducation aux droits humains et d'étudier la possibilité de l'importer dans leurs pays respectifs.

4^{ème} jour

- Il a été consacré à l'élaboration en travaux de groupe par les participants de projets de plan d'actions stratégiques devant s'étendre sur une période de cinq ans.

6- Conclusion

Au vu des attentes exprimées par les participants et des objectifs de l'atelier, les résultats de cette rencontre peuvent être appréciés comme suit :

- Une amélioration sensible des connaissances acquises par les participants dans le domaine des droits humains des femmes,
- Assimilation par les participants de l'approche du développement basé sur les droits humains,
- Une plus grande prise de conscience de la nécessité d'introduire l'enseignement des droits humains des femmes dans les systèmes éducatifs formel et non formel.
- Des projets de plan d'action ont été élaborés et discutés pour servir de base à des actions futures. Ces plans peuvent être considérés comme un début de réinvestissement et de capitalisation sur ce premier atelier de formation consacré aux éducatrices du FAWÉ provenant des cinq pays concernés (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Benin).

Recommandations

L'Atelier de formation sur les droits humains des femmes a l'intention des membres des Associations Nationales du Forum des Femmes Educatrices Africaines (FAWE) du Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo et CEREBA de RDC organise du 27 au 31 octobre a Ouagadougou (Burkina Faso).

Recommande :

- 1) A l'intention des Chefs d'Etat de l'Union africaine : l'Institution d'une décennie africaine de l'éducation des droits humains.
- 2) A l'intention du CAGED/CEA et du HCDH : le développement du partenariat avec les antennes FAWE dans le cadre du renforcement des capacités.

L'Initiation d'activités de visibilité du CAGED a travers les bureaux régionaux et a ce titre suggère l'organisation annuelle ou bi-annuelle de remise de prix au pays ayant mené le plus d'actions concrètes en faveur des droits Humains des femmes.

Une meilleure diffusion du bulletin du CAGED.

L'incitation des ONG a collaborer avec les bureaux régionaux du CAGED notamment en faisant exécuter annuellement les ONG une ou deux activités du CAGED sur la base de concours.

L'Atelier recommande la mise en place d'un dispositif de suivi l'évaluation des plans d'action issus de l'Atelier.

Ouagadougou le 31 octobre 2003-

Motion de Remerciements

Les participants a l'Atelier de Formation sur les droits humains des femmes a l'intention des membres des Associations Nationales du Forum des Educatrices africaines (FAWE) du Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo et du CEREBA de la RDC organise du 27 au 31 octobre 2003 a Ouagadougou (Burkina Faso)

Remerciements au :

- CAGED/CEA : Mme Joséphine Ouedraogo et tous ses collaborateurs
- L'AIF
- Le Ministère de la Promotion des Droits Humains du Burkina, en particulier Mme la Ministre Monique Ilboudo
- L'Antenne FAWE Burkina et le CIEPFA
- Se félicitent de l'accueil qui leur a été réservé, de la qualité de l'organisation et de la richesse des échanges qui ont soutenu toutes les sessions.

Ouagadougou le 31 octobre 2003

LISTE DES PARTICIPANTS

Mme Lydie TEVOEDJRE /AKPLOGAN
Enseignante (Juriste)
Association des femmes de l'Education du Benin (ASFEB)
06 BP 1408
Cotonou (Benin)
Tel : 33-81-44/027830

Mme Elisabeth GNANVO/YEDEDJI
Professeur de Droit a l'Universite d'Abomey-Calari
Presidente Association des femmes de l'Education du Benin (ASFEB)
FAWE (Benin)
06 BP 1408
Cotonou (Benin)
Tel : (229) 330873
Fax : (229) 300340
E-mail : eligna2001@yahoo.fr

Mme Agnes Ali Boco
Secrtaire Permanente du Reseau National pour la Promotion de la
Scolarisation des Filles
Association des femmes de l'Education du Benin (ASFEB)
06 BP 1408/03 B 1588 Jericho Cotonou
Cotonou (Benin)
Tel : (229) 300340/392700/915328
Fax : (229) 300340
E-mail : agnesboco@yahoo.fr

Mme Kankou Samassekou
Secrtaire Generale
FAWE-Mali
ABK5 Im. MEME BPE 1366
Tel : (223) 2229319
Fax : (223) 2293619
E-mail : amasef.fawe@datatech.toolnet.org

Mme Maiga Kadiatou BABY
Coordinatrice Nationale FAWE-Mali
FAWE
BPE 1366
Bamako (Mali)
Tel : (223) 2293619
Fax : (223) 2293619
E-mail : amasef.fawe@datatech.toolnet.org

M. Adama Dembele
Membre de FAWE-Mali Secrétaire Adjoint à la Communication
Immeuble MEME ABK Hamdallayen ACI
BPE 1366
Bamako (Mali)
Tel : (223) 2293619
E-mail : amasefefawe@datatech.toolnet.org

Mme A. Bifai Sambiani/KANKPIABE
Enseignante – D.R.E.S Chef Division du 3^e Degré
FAWE-Togo
BP 13077
Lomé (Togo)
Tel : 222 4463/770 8496/7708682/9013431
Fax : 222 4463
E-mail : ahuefa@ids.tg

Mme Hadabia Youroufi Anne KPEDJI
Enseignante
FAWE Togo
BP 13077
Lomé (Togo)
Tel : (228) 222 4463
Fax : (228) 222 4463
E-mail : youroufi@yahoo.fr

Mme Kekeli Jeannine Agounke
Enseignante/Chercheur
FAWE-Togo
B.P 80048
Lome (Togo)
Tel/Fax : (228) 2216965
Tel : (228) 2224463
Fax : (228) 2224463
E-mail : jagounke@hotmail.com, ahuefa@ids.tg

Mme PATENGOUH Aïssata Soumana Kindo
Enseignante-Chercheure/Membre FAWE-Niger
E-mail : diallo@intnet.ne / akindo2002@yahoo.fr
BP 408 ou 10896 Niamey
Niamey (Niger)
Tel: (227) 732531/993179
Fax : (227) 733862

Mme Salifou Soumana Maimouna Soumaile
Enseignante-Chercheur/Membre
FAWE-Niger
BP 10896 ou BP 11010
Niamey (Niger)
Tel : (227) 754247/982739
Fax : (227) 733862/734286

Mme Hima FATIMATOU
Professeur de CEG/Secrétaire Générale FAWE-Niger
FAWE-Niger
BP 2561
Niamey (Niger)
Tel : (227) 981321 Domicile (227) 742673
E-mail : fatimatou3@caramail.com

Mlle Eugenie Mubake Nyamulinda
Avocat et Activiste de droit de l'homme et droits humains des femmes
Centre d'Education et de Recherche en Education de base pour le
Developpement Integre (CEREBA)
Tel : (+243) 98787671/98675192 (+250) 08409128/543020
E-mail : evelinecereba@yahoo.fr; eugeniemubake@yahoo.fr

M. Patrice VAHARD
Expert
Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
P.O.Box 3005
Addis Abeba, Ethiopie
Tel : (251-1) 443415
E-mail : vahard@un.org

Mme Myriam Poussi/Konsimbo
Directrice de la Promotion et de la Vulgarisation des droits humains
Ministere de la Promotion des droits humains
01 BP 526
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 324749
Fax : (226) 316420
E-mail : myriamkop@caramail.com

Mme Alice Tiendrebeogo
Presidente
FAWE-Burkina
06 BP 9109
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 366268
Fax : (226) 366268
E-mail : afed@cenatrin.bf

Mme Pauline Marie Bagre/Ninkiemba
Encadreur Pedagogique (Inspectrice de l'Enseignement de Premier Degre)
Direction de la Promotion de l'Education des filles (DPEF)
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 307348 (B) / 357793 (D)/ 633476 (Cellulere)

Mme Alimata BADINI
Directrice des Enseignements Specifiques
Ministere Enseignements Secondaire Superieur
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 313069
Fax : (226) 314141
E-mail : alimata.badini@caramail.com

M. Moussa Ernest Ouedraogo
Professeur
Association Femmes Educatrices et Developpement
BP 581
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel/Fax : (226) 366268

Mme Caroline Ouedraogo Congo
Journaliste
APAC-Burkina
04 BP 8679 Ouaga 04
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 340677 (D) /230566 (Mobitel)
E-mail : carolineoc@yahoo.fr

X Mme Assetou Toure
Conseillère Technique
Ministere de la Promotion des Droits Humains
01 BP 526 Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 324069
Fax : (226) 316420

Mme Awa Thiombiano
Directrice Generale
Centre National de l'Information de l'Orientation scolaire et professionnelle
et des Bourses (CIOSPB)
01 BP 07 Ouaga 1
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 317167
Fax : (226) 301791
E-mail : atiombiano@yahoo.com

Mme Mariatou Coulibaly
Conseillere FAWE
BP 581
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 366268
Fax : (226) 366268

Mme Hadissa Ouedraogo
Inspectrice Technique des services
Ministere de la Promotion de la femme
01 BP 2198 Ouagadougou 01
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 300107/369167
Fax : (226) 300102
E-mail : hadissaouedraogo@yahoo.fr

Mme Aminata Elisabeth Ouedraogo/Bance
Coordonnatrice
Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique
(CIEFFA)
01 BP 1318 Ouagadougou 01
Ouagadougou (Burkina Faso)
Tel : (226) 335850/335849
Fax : (226) 335851
E-mail : cieffa@cieffa.org ; ciegwa@cieffa.org; fifem@cieffa.org

Mme Helene OUEDRAOGO/TASSEMBO
Directrice de l'Encadrement et du Suivi des Actons en faveur de la Femme
et de la Jeune Fille (MPF)
Ouagadougou
Tel : (226) 300104
E-mail : tphelene@yahoo.fr

M. Mohamed Moctar MAHAMAR
Secrétaire Executif
Mouvement des Peuples pour l'Education au Droits Humains
BPE 5168
Bamako (Mali)
Tel : (223) 2204173/6711978
Fax : (223) 2294174
E-mail : pdhre@afribone.net.ml ; memahamar@webmails.com

Mme Fadia Nassif
Responsable du programme Femmes et Developpement
Agence Intergouvernementale de la Francophonie
13 Quai Andre Citroen 75015 Paris, France
Tel : (33) 1 44377188
Fax : (33) 1 44373361
E-mail : fadia.nassif@francophonie.org

Secretariat

Mme Josephine Ouedraogo
Directrice
Centre Africain pour le Genre et le Developpement
Commission Economique pour l'Afrique
Tel : 251-1-443301/511263
Fax : 251-1-512785
E-mail : jouedraogo@uneca.org

Mme Souad Abdennebi
Conseillere Regionale Charge des droits humains et de la femme
Centre Africain pour le Genre et le Developpement
Commission Economique pour l'Afrique
Tel : 251-1-443301/511263
Fax : 251-1-512785
E-mail : sabdennebi@uneca.org

Mme Ouoba Clementine Ouedraogo
Consultante
Conseillere en Formation et Recherche IPD/AOS
01 BP 1756 Ouagadougou ou 05 BP 6202 Ouagadougou 01
Tel : (226) 364807/364762 (B) / (226)380307(D)
E-mail : ipd_aos@cenatrin.bf ; ouoba.c@liptinfor.bf

Mme Houda Mejri
Responsable de l'Information
Centre Africain pour le Genre et le Developpement
Commission Economique pour l'Afrique
Tel : 251-1-443337/511263
Fax : 251-1-512785
E-mail : hmejri@uneca.org

**ATELIER DE FORMATION
SUR LES DROITS HUMAINS DES FEMMES
A L'INTENTION
DES MEMBRES DES ANTENNES NATIONALES DU FAWE
(Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Togo)
27 – 31 octobre 2003
Ouagadougou, Burkina Faso**

**EXPOSE SUR LA DIMENSION GENRE DU DROIT AU
DEVELOPPEMENT
(Power Point)**

De
Joséphine OUEDRAOGO



DROITS AU DEVELOPPEMENT DIMENSION GENDRE

INTRODUCTION

- Reference: Art. 25 de la Declaration universelle des Droits de l'Homme

1. Toute personne a droit a un niveau de vie suffisant pour assurer sa sante, son bien-etre et ceux de sa famille, notamment l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins medicaux ainsi que pour les services sociaux necessaires.....

INTRODUCTION (SUITE)

2. *La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciale. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.* ”

B - CONSTATS

- Rapport du PNUD sur le Développement Humain Durable – 2003
 - ◆ Au moins un milliard de personnes, soit, 1/5 de la population mondiale n'avaient pas accès à l'eau potable en l'an 2000:
 - ◆ 28% de cette population se trouve en Afrique

CONSTATS (suite)

- ◆ 2,4 milliards de personnes, soit a peu pres la moitie de la population mondiale n'ont pas acces aux normes d'hygiene adequates;
- ◆ Au Mali, 40% des hommes sont alphabétisés contre 33% de femmes;

CONSTATS (suite)

- ◆ Au Mali, la mortalité maternelle est de 580 morts pour 100 000 naissances vivantes;
- ◆ Au Burkina Faso, les cas de malnutritions ont augmenté entre 1993 et 1999



AUTRES CONSTATS (suite)

- Contribution des participants



C - NOUVEAUX ENGAGEMENTS

- Conscients de la situation qui s'aggrave, les gouvernements ont pris de nouveaux engagements a travers:

■ LA DECLARATION DU MILLENAIRE

NOUVEAUX ENGAGEMENTS (suite)

■ Objectifs du Millenaire pour le Developpement:

1. Reduire l'extreme pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et
l'autonomisation des femmes
4. Reduire la mortalité infantile



NOUVEAUX ENGAGEMENTS(suite)

5. Améliorer la sante maternelle
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le developpement

ID – DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMIES

■ Buts de l'exercice:

- ◆ Démontrer l'interdépendance entre les droits spécifiques des femmes et les droits au développement
- ◆ Démontrer que la satisfaction des droits spécifiques des femmes et des droits au développement sont réciproquement liés



DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- Premiere illustration:
- Objectif 5 de la Declaration du Millenaire:
 - “ Ameliorer la sante maternelle”
- But:
 - “Reduire de $\frac{3}{4}$ le taux de mortalite
maternelle d’ici 2015”



DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(i) Quels sont les facteurs qui contribuent aux
taux eleves de mortalite maternelle?

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- Nombre eleve de grossesses
- Grossesses rapprochees/tardives
- Grossesses d'adolescentes
- Faiblesse causee par la mauvaise alimentation
- Fatigue liee a la multitude des taches domestiques
- Manque de suivi pendant la grossesse
- Manque de soins preventifs: vaccination

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- Fondements socioculturels de ces facteurs a
risque: Pratiques liees au patriarcat
- Fondements politiques de ces facteurs a
risques: Mauvaise gouvernance

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

■ Consequences:

- ◆ Pertes de vies humaines féminines:
 - 500 a 1000 femmes sur 100 000 naissances vivantes

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- (ii) Compte tenu de ce qui precede, quels sont les droits subsidiaires/intermediaires qui devraient contribuer a la jouissance effective par les femmes de leur droit a la sante maternelle?

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- (Droits subsidiaires/intermediaires)
- Avant la grossesse:
 - ◆ Droit de choisir d'avoir ou de ne pas avoir un enfant
 - ◆ Droit a la conception
 - ◆ Droit a l'abstinence sexuelle
 - ◆ Droit de decider de l'age au mariage, etc.

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

■ (Droits subsidiaires/intermediaires)

■ Pendant la grossesse:

- ◆ Droit au repos

- ◆ Droit a une alimentation saine et suffisante

- ◆ Droit au suivi medical et a la vaccination, etc.

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(iii) Qu'implique la satisfaction de ces droits?

- ◆ Pour les pouvoirs publics?
- ◆ Pour la famille?
- ◆ Pour la communauté?

❖ (Brainstorming)

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(v) Pourquoi ces droits ne sont-ils toujours pas accessibles à la majorité des populations?

■ (Brainstorming)

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- (vi) Comment se fait-il qu'à un moment donne, la grande majorite des populations de pays industrialises ont eu acces a la protection sanitaire, a la scolarisation, aux et soins de sante primaires?

■ (Brainstorming)

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- Deuxieme illustration:
- Objectif 1 de la Declaration:
- “ *Reduire l’extreme pauvreté et la faim* ”
- L’accès à l’eau potable fait partie intégrante du droit à l’alimentation. Le droit à l’alimentation est l’une des composantes de l’Objectif 1

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(1) Quels sont les problemes de sante publique lies aux difficultes d'acces a l'eau potable?

- ◆ Maladies infectieuses et parasitaires
- ◆ Fatigues liees a l'eloignement des points d'eau
- ◆ Deshydratation

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(ii) Le desengagement des pouvoirs
publics entraine la situation ci-apres:

- ◆ Cout de l'eau semi-courante en ville:
- ◆ ex: barrique de 200l vendue dans les
quartiers peripheriques de
Ouagadougou

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- Desengagement des pouvoirs publics (suite)
 - ◆ Cout de l'eau potable en milieu rural:
 - ◆ ex: cout de 30 l d'eau au forage
villageois = 1 heure d'energie humaine
féminine (temps, distance, effort
physique)

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- Desengagement des pouvoirs publics (suite)
 - ◆ 50% au moins de la population rurale s'alimentent en eau aux frais des femmes
- ◆ (Commentaires)
- ◆ **Consequences:** fatigue, manque de disponibilite, acces limite aux opportunités

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(iii) Droits subsidiaires/intermediaires

- ◆ Droit a la sante
- ◆ Droit a la vie
- ◆ Droit au repos

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

- (iv) Que faut-il faire pour que les pouvoirs publics considerent le droit a l'eau potable comme un droit essentiel a la vie de sorte qu'ils decident ENFIN d'y accorder la priorite absolue?

DROITS AU DEVELOPPEMENT ET DROITS DES FEMMES (suite)

(v) Comment l'éducation aux droits des femmes peut-elle contribuer à susciter l'engagement des pouvoirs publics à satisfaire ces droits élémentaires?

- ◆ Education

- ◆ - Prise de conscience

- -Pression sociale

- Action gouvernementale